



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG 33, BD. GRANDE-DUCHESSE CHARLOTTE TÉL. 4 21 48

CES/SEC. (75)

LA SECURITE AU TRAVAIL

AVIS

Luxembourg, le 8 juillet 1975

S O M M A I R E

Page:

1. <u>L'INTRODUCTION</u>	1
11. La saisine	1
12. La portée du problème	1
121. Sur le plan légal	1
122. Sur le plan conventionnel	3
123. Sur le plan volontaire	3
124. L'introduction du sujet	4
2. <u>L'ANALYSE CRITIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIERE DE SECURITE AU TRAVAIL</u>	8
21. La législation existante	8
211. Sur le plan général	8
2111. Le code pénal et le code civil	8
2112. L'association d'assurance contre les accidents ...	10
2113. L'autorisation d'établissements industriels réputés dangereux, insalubres ou incommodes	11
2114. L'Inspection du Travail et des Mines	12
2115. L'institut de sécurité du travail	13
2116. L'inspection sanitaire et la médecine du travail	14
212. Sur le plan de l'entreprise	15
2121. La délégation ouvrière	15
2122. Le comité mixte d'entreprise	16
22. Le plan conventionnel	18
221. Le plan général	18
222. L'industrie lourde	19

2221. La commission paritaire de la sécurité du travail	19
2222. Les délégués de sécurité à plein temps.	21
23. Le plan volontaire	22
231. La direction de l'entreprise et l'organisa- tion du travail	23
232. Le service de sécurité	24
233. L'ingénieur de sécurité	26
234. Le médecin du travail	27
24. Le rôle de la statistique	29
3. <u>LES PROPOSITIONS CONCRETES</u>	32
31. Sur le plan des normes de droit matériel	32
32. Sur le plan de la conception et du fonctionnement des organes appelés par la loi à concourir à la prévention des accidents	33
321. Sur le plan national	33
3211. L'association d'assurance contre les accidents	33
3212. L'Inspection du Travail et des Mines ..	34
3213. L'inspection sanitaire et la médecine du travail	35
3214. L'institut de sécurité du travail	36
322. Sur le plan de l'entreprise	37
3221. Le comité mixte d'entreprise	37
3222. La délégation ouvrière	37
33. Sur le plan des mesures concrètes d'origine conven- tionnelle ou volontaire prises ou à prendre	38

331. Sur le plan psychologique	38
332. Sur le plan organique	38
3321. La direction de l'entreprise et l'orga- nisation du travail	38
3322. Le service de sécurité	39
3323. L'ingénieur de sécurité	40
3324. Les commissions paritaires de la sécurité du travail	40
3325. Les délégués de sécurité à plein temps	40
34. Sur le plan de la répression des manquements constatés	41
4. <u>LA CONCLUSION</u>	41
ANNEXE : Projet de la nouvelle formule de déclaration ..	42

1. L'INTRODUCTION

11. La saisine

Au cours de l'Assemblée plénière du 16 octobre 1973 et sur proposition de son Bureau, le Conseil Economique et Social avait décidé de se saisir de l'ensemble des problèmes relevant de la sécurité au travail.

Après avoir entendu, lors de l'Assemblée plénière du 5 mars 1974, Monsieur Jacques SANTER, Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale et Monsieur Roger NOESEN, médecin-inspecteur du Travail au Ministère de la Santé Publique, qui ont exposé chacun en ce qui concerne leurs ressorts, l'évolution de la législation tant nationale qu'internationale et qui ont commenté les projets du Gouvernement en la matière, les membres du Conseil Economique et Social, après un débat général au cours de l'Assemblée plénière du 2 avril 1974, avaient institué un Groupe de travail chargé d'élaborer un projet d'avis sur l'ensemble du sujet.

Ce Groupe de travail a présenté son rapport après 10 réunions de travail à l'Assemblée plénière du 8 juillet 1975 où l'avis définitif fut arrêté par les membres du Conseil Economique et Social.

12. La portée du problème

En fait, la matière visée a été abordée dans plusieurs documents auxquels il incombait au Conseil de prendre tels égards que de droit et dont il convient de citer notamment :

121. Sur le plan légal

- La Constitution du 21 mai 1948 révisée, article 11, paragraphes 3 et 5;
- l'arrêté royal grand-ducal du 17 juin 1872, complété par la suite, concernant le régime de certains établissements industriels etc.;

- la loi du 20 avril 1881 concernant le transport et le commerce des matières explosives, modifiée par l'arrêté grand-ducal du 24 mai 1961 ;
- l'arrêté grand-ducal du 21 juin 1898 portant règlement sur les appareils à vapeurs ;
- la loi du 5 avril 1902 concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents ;
- la loi du 3 août 1907 relative aux matières inflammables à teneur de phosphore blanc (jaune) ;
- la loi du 5 mars 1923 portant approbation de la convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture ;
- la loi du 28 août 1924 concernant la santé et la sécurité du personnel occupé dans les ateliers, les entreprises industrielles et commerciales ou aux travaux de construction, d'aménagement, de réparation ou de terrassement ;
- l'arrêté grand-ducal du 31 décembre 1929 complétant l'article 22 de l'arrêté grand-ducal du 8 mai 1925 concernant l'institution de délégations ouvrières dans les entreprises industrielles et fixant les attributions des délégués à la sécurité ;
- l'arrêté grand-ducal du 26 août 1930 concernant l'exploitation des mines, minières, et carrières ;
- la loi du 24 février 1931 portant approbation des conventions 27 et 28 adoptées par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa 12^{me} session;
- l'arrêté grand-ducal du 24 octobre 1938 déterminant les conditions auxquelles doivent satisfaire les récipients destinés à contenir des gaz liquéfiés comprimés ou dissous (base légale, l'arrêté royal grand-ducal du 17 juin 1872) ;
- l'arrêté grand-ducal du 26 mars 1945 concernant la réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines, modifié par la loi du 4 avril 1974 ;

- la loi du 25 mars 1963 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes;
- le règlement grand-ducal du 24 août 1968 relatif aux prescriptions de sécurité pour les pistolets de scellement, les cartouches et les pointes;
- le règlement grand-ducal du 6 mars 1968 ayant pour objet les attributions et le fonctionnement d'un Institut de Sécurité du Travail;
- la loi du 28 octobre 1969 concernant la protection des enfants et jeunes travailleurs;
- le règlement grand-ducal du 23 septembre 1971 portant réglementation des établissements cinématographiques (base légale, l'arrêté royal grand-ducal du 17 juin 1872);
- la loi du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé;
- les articles 154 et 156 du code des assurances sociales;
- la loi du 3 juillet 1975 concernant:
 1. la protection de la maternité de la femme au travail;
 2. la modification de l'article 13 du code des assurances sociales, modifié par la loi du 2 mai 1974.

122. Sur le plan conventionnel

- La création en 1960, des commissions paritaires de la sécurité du travail;
- l'institution, conformément à l'alinéa II du procès-verbal de conciliation du 13 février 1965, d'un délégué de sécurité à plein temps aux usines d'Esch/Belval, de Differdange, d'Esch/Schifflange, de Dudelange et de Rodange.

123. Sur le plan volontaire

- La création de services de sécurité;
- la nomination d'ingénieurs de sécurité et de médecins du travail.

124. L'introduction du sujet

Notre Constitution révisée du 21 mai 1948 stipule notamment dans son article 11, paragraphes 3 et 5 :

- l'Etat garantit les droits naturels de la personne humaine et de la famille ;
- la loi organise la sécurité sociale, la protection de la santé et le repos des travailleurs et garantit les libertés syndicales.

Or, en dépit des garanties énoncées dans notre Constitution et des législations abondantes en matière de sécurité au travail, l'application pratique n'a pas pu sortir tous les effets voulus, les responsables n'ayant pas toujours attaché suffisamment d'importance aux missions qui leur incombent dans ce domaine.

Il est vrai que nombre de mesures pratiques importantes ont été prises soit dans le cadre de conventions collectives, soit sur l'initiative d'entrepreneurs privés. Il n'en reste pas moins que les moyens déjà mis en oeuvre doivent être améliorés et complétés, ceci pour les raisons suivantes :

- Les raisons morales

Tous les peuples ont en commun le respect de la vie humaine, ceci malgré des différences d'ordre philosophique, religieux et politique. Aussi le droit à la sauvegarde de la vie et à la santé entraîne-t-il le devoir moral impérieux pour chacun de promouvoir la sécurité au travail et de lutter contre les accidents du travail.

- Les raisons humaines

Des effets physiques et moraux néfastes sont les conséquences de nombreux accidents corporels, ceci malgré les progrès réalisés par la médecine moderne. Aussi la sécurité au travail, axée

sur une action préventive concertée plus efficace, devra-t-elle en éliminer les causes.

- Les raisons sociales

Il va sans dire qu'il existe une corrélation étroite entre l'application des mesures de sécurité dans une entreprise et le climat général existant dans cette même entreprise. Les relations humaines et la compréhension mutuelle entre employeurs et salariés s'en trouvent en effet stimulées. Par ailleurs, la bonne renommée d'une entreprise dépend notamment de la place qu'occupe la sécurité dans la politique de cette entreprise. Aussi la sécurité au travail constitue-t-elle un facteur social non négligeable.

- Les raisons légales

Sans parvenir à répondre à tous les besoins, le législateur, en promulguant un certain nombre de lois et de règlements concernant la sécurité et l'hygiène dans les entreprises ainsi que sur les établissements réputés dangereux, insalubres et incommodes, a souligné l'importance qu'il attache à la sécurité et à la santé de ses citoyens.

Ces lois, ces règlements et ces prescriptions retiennent une double responsabilité qui incombe aussi bien à l'employeur qu'au salarié. Cette responsabilité joue tant sur le plan pénal que sur le plan civil.

. Une responsabilité pénale, si le tribunal constate qu'un accident est provoqué intentionnellement ou par négligence, le coupable pouvant être condamné à une amende ou à une peine d'emprisonnement.

. Une responsabilité civile dans le cas d'un préjudice porté à autrui, que ce préjudice résulte d'une faute personnelle, de celle d'un de ses subordonnés ou des installations sous sa surveillance; cette responsabilité est cependant légalement inéluctable en ce qui concerne les dégâts résultant d'un accident

du travail, encore qu'ils soient couverts par l'assurance contre les accidents (loi du 2 avril 1902). Celle-ci a cependant un droit de recours contre le coupable si ce dernier a été condamné, au pénal et en dernière instance, à plus de huit jours d'emprisonnement.

De l'ensemble de ces stipulations, il découle clairement que le respect des normes de sécurité au travail constitue un droit civique important.

- Les raisons économiques inhérentes à l'entreprise

Les accidents du travail entraînent, sans aucun doute, des coûts supplémentaires directs et indirects.

. Le coût direct constituant le montant des dommages payé par l'association de l'assurance contre les accidents et couvert par des cotisations à charge des entreprises.

. le coût indirect, difficilement chiffrable, englobant notamment :

.. le coût du personnel et des équipements des services sanitaires;

.. les perturbations dans l'organisation, la production et la vente de l'entreprise.

Une bonne organisation de la sécurité entraîne donc une meilleure productivité et un rendement accru pour l'entreprise.

- Les raisons économiques au niveau national

Les dépenses totales de l'association de l'assurance contre les accidents atteindront le milliard de francs en 1974. Si l'on y ajoute les autres dépenses qui sont chiffrées par les experts au double, voire au triple de cette somme, la perte totale, grevant considérablement notre économie nationale, est de l'ordre de trois milliards de francs par année.

Toutes ces raisons doivent nous inciter à mettre en oeuvre une politique efficace en matière de sécurité au travail.

Aussi la décision du Conseil Economique et Social, de se saisir de l'ensemble des problèmes relatifs à la sécurité au travail, exprime-t-elle la volonté des agents de la vie économique de s'employer d'une manière responsable à éliminer les risques auxquels sont exposés les travailleurs; toutes les mesures prises pour protéger le salarié qui ne s'attaquent pas aux causes des accidents, doivent en effet être considérées comme étant des solutions de fortune.

2. L'ANALYSE CRITIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE EN MATIERE DE SECURITE AU TRAVAIL

21. La législation existante

Dans l'introduction nous avons énuméré les garanties prévues dans notre Constitution en matière de protection sanitaire, ainsi que les lois et règlements ayant trait à la sécurité au travail et à la protection sanitaire.

Cette législation relativement abondante n'est cependant plus adaptée dans toutes ses dispositions aux réalités techniques de certaines entreprises et ne sert plus de guide sûr aux responsables en la matière, ni de protection suffisamment efficace aux travailleurs.

Par ailleurs, il est incontestable qu'une plus large information permettrait une application plus systématique et plus rigoureuse des lois et des règlements existants, conduisant ainsi à une amélioration sensible de la sécurité au travail et de la prévention des accidents.

De plus, le législateur ferait bien de ne pas adapter seulement la législation en vigueur, mais de prévoir aussi tant la coordination des textes que celle des activités des organes chargés de leur application.

Dans cet ordre d'idées, il faut constater, en effet, que l'outil, à savoir l'institut de sécurité du travail, prévu pour coiffer cette oeuvre de coordination, n'est pas en mesure de fonctionner. Aussi l'arsenal juridique pour promouvoir une politique efficace en matière de prévention n'aboutit-il pas au résultat voulu.

211. Sur le plan général

2111. Le code pénal et le code civil

Le code pénal ne vise qu'à punir l'auteur d'un accident provoqué intentionnellement ou par négligence, tandis que le

code civil, auquel on recourt pour obtenir la réparation du dommage personnel et patrimonial de la victime d'un accident, n'est appliqué que très rarement dans le cas d'un accident de travail, eu égard à la responsabilité légale qui y est substituée par le code des assurances sociales.

Aussi la jurisprudence renseigne-t-elle peu de cas où les principes inscrits dans les textes pénaux et civils ont été appliqués à l'égard d'auteurs d'accidents du travail prémédités ou survenus par négligence.

De même, la négligence manifeste et l'action délictueuse non-préméditée ne peuvent même pas être poursuivies si elles n'entraînent pas d'accident.

Or, pour les besoins de l'application des dispositions générales des codes civil et pénal, en cas de survenance d'un accident, il est permis de se poser la question si nos juridictions sont suffisamment armées pour connaître des aspects spécifiques du monde du travail et si elles ne devraient pas s'appuyer davantage sur des experts susceptibles de les éclaircir pour mieux fonder leurs décisions?

D'autre part, le fond du problème réside plutôt dans la nécessité d'explicitier davantage les règles préventives des accidents et d'assortir celles-ci de sanctions, de manière à pouvoir réprimer leur violation à la fois en cas de survenance d'un accident et de la création d'un risque d'accident.

Certes, la loi du 28 août 1924 concernant la santé et la sécurité a pour but de pourvoir à ce besoin, mais n'y réussit qu'en partie à cause de sa portée limitée et de son inadaptation à l'évolution technique et technologique.

Dans une telle approche il s'impose de mettre à profit les possibilités qu'offrent les moyens d'action de l'association d'assurance contre les accidents et la législation sur les établissements industriels réputés dangereux, insalubres ou incommodes.

2112. L'association d'assurance contre les accidents

Le Conseil Economique et Social constate que l'association d'assurance contre les accidents se concentre essentiellement sur le dédommagement des suites d'accidents du travail, alors que selon sa vocation, l'ordre de priorité de ses missions devrait être la suivante :

- la prévention des accidents;
- l'action curative des suites d'accidents;
- la réadaptation et la réintégration des victimes de séquelles d'un accident;
- l'indemnisation des suites non autrement réparables.

C'est dans le cadre de la première de ses missions que l'association d'assurance contre les accidents est habilitée à publier et a effectivement publié des prescriptions relatives à la prévention d'accidents. Elle paraît d'ailleurs bien placée pour ce faire, puisqu'en tant que destinataire de toutes les déclarations d'accidents et interlocuteur naturel des organismes étrangers à vocation identique, elle devrait être à même de déceler les causes d'accidents et partant pouvoir indiquer les moyens d'éviter ceux-ci.

Il faut pourtant constater que ces règles n'ont qu'un caractère purement administratif interne. Leur sanction consiste, en droit et en fait, dans la seule possibilité d'infliger une amende administrative, au montant d'ailleurs dérisoire, puisque la disposition du code des assurances sociales qui a pour but de renforcer la charge des cotisations de ceux ayant contrevenu à ces règles, n'est pas de nature à sortir les effets voulus, en raison d'un défaut rédactionnel de cette disposition.

Ces règles de prévention d'accidents gagneraient dès lors en efficacité, non seulement par la réparation de ce défaut

réactionnel, mais surtout lorsqu'il leur serait accordé, par une disposition légale, une portée réglementaire assortie de sanctions pénales et dont la surveillance incomberait aussi à l'Inspection du Travail et des Mines.

Dans ce dernier ordre d'idées, force est en effet de constater que l'association d'assurance contre les accidents n'a pas mis en oeuvre, jusqu'à présent, les moyens personnels et matériels requis pour exercer une action préventive contre les accidents sur les lieux du travail. Par ailleurs, il paraît aussi préférable de confier une telle mission à un organisme autre qu'une association d'employeurs. Enfin, il convient de tenir compte du fait qu'il existe des risques d'accidents, même accrus à l'occasion de travaux noirs et occasionnels, qui échappent à la fois au contrôle des entreprises et à la surveillance de l'association d'assurance contre les accidents, faute d'être déclarés à celle-ci. L'attribution d'une compétence à l'Inspection du Travail et des Mines, en cette matière, irait dans le sens du projet visant à réglementer ces travaux en tant que tels.

2113. L'autorisation d'établissements industriels
réputés dangereux, insalubres ou incommodes

L'arrêté royal grand-ducal du 17 juin 1872 a fixé le régime juridique des établissements réputés dangereux, insalubres ou incommodes. Cet arrêté fut modifié plusieurs fois par la suite.

L'arrêté grand-ducal du 1er août 1913 dresse une liste de ces établissements, liste qui a été modifiée et complétée à plusieurs reprises. Cette législation vise à protéger tant le public que le personnel occupé par de tels établissements contre les nuisances de ceux-ci, en prévoyant la possibilité d'assujettir leur création à la condition du respect des mesures de protection qui s'imposent dans chaque cas.

Le Conseil Economique et Social approuve pleinement la réforme réalisée en la matière par la loi du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines. Cette loi a, en effet, conféré aux conditions de la création d'un établissement dangereux, insalubre ou incommode, la valeur juridique que le Conseil Economique et Social voudrait voir donner aux règles préventives des accidents de l'association d'assurance contre les accidents et chargé l'Inspection du Travail et des Mines de la surveillance de ces conditions.

Cette législation mériterait d'être complétée par une loi spéciale sur la sécurité des outils et matériaux mis en oeuvre dans les entreprises, faisant dépendre l'autorisation de commercialiser des machines de leur conformité législative aux règles préventives des accidents émises par l'association d'assurance contre les accidents par analogie à ce qui est prévu dans la législation allemande.

En effet, dans l'état actuel des choses, un établissement une fois autorisé, pourrait acquérir de nouvelles machines ou mettre en oeuvre des produits présentant des dangers non envisagés lors de la création de celui-ci.

2114. L'Inspection du Travail et des Mines

Dans la limite des moyens mis à sa disposition, l'Inspection du Travail et des Mines s'emploie à promouvoir activement la sécurité au travail et la protection sanitaire.

Le Conseil Economique et Social approuve dès lors l'élargissement substantiel du personnel de l'Inspection du Travail et des Mines, suite à la réforme du 4 avril 1974. Il éprouve cependant des doutes que l'Inspection du Travail et des Mines ait été ainsi mise à même d'accomplir toutes les tâches qui lui sont assignées par le législateur. En effet, certains inspecteurs doivent contrôler plus de 3.000 entreprises, si bien que l'on peut se poser la question si la réforme précitée, tout en portant, entre autres, sur la sécurité au travail et la protection sanitaire, a suffisamment tenu compte des efforts considérables à entreprendre en la matière.

Par ailleurs, il est vrai que les contrôleurs bénéficient d'un atout non négligeable en ce qu'ils sont recrutés dans les entreprises et sont en contact étroit et permanent avec celles-ci et disposent ainsi d'une expérience et d'une conscience des problèmes de la sécurité.

Mais encore se recommanderait-il de valoriser cet atout par une formation complémentaire et systématique dans le domaine spécifique de la sécurité.

C'est ainsi que l'Inspection pourrait mieux remplir sa fonction de conseil auprès des entreprises, notamment petites et moyennes, qui elles ne peuvent pas avoir recours à du personnel spécialisé pour veiller à la sécurité au travail et à l'action sanitaire.

Dans cet ordre d'idées on pourrait penser aussi à procéder à la restructuration des fonctions d'inspecteur et de contrôleur du travail.

Une partie de ceux-ci devrait veiller à l'application des textes administratifs, conventionnels ou législatifs relatifs aux conditions de travail et de salaire, tandis que les autres seraient responsables de la sécurité au travail et de la protection sanitaire après avoir reçu la formation complémentaire susdite.

Quant aux moyens de contrôle mis à la disposition des inspecteurs et des contrôleurs de l'Inspection du Travail et des Mines pour surveiller l'état des installations techniques et les conditions de travail, la loi du 4 avril 1974 a réalisé un progrès substantiel pour la prévention des accidents du travail et l'amélioration des conditions de travail. Ainsi, l'arrêt immédiat de la production ou l'évacuation d'une zone dangereuse en cas de danger de mort ou de danger sanitaire peuvent être décidés pour éliminer les risques immédiats d'accidents.

Toutefois, les lacunes précitées, ainsi que le manque de coopération entre les directions d'entreprises, les délégués du personnel et le personnel n'ont pas toujours permis jusqu'ici d'exploiter à fond les nouvelles possibilités offertes par le législateur. Par exemple, la mesure d'un arrêt de la production dans les cas susvisés n'a été que rarement mise en oeuvre, sans que l'on puisse affirmer que la nécessité ne s'est jamais présentée.

2115. L'institut de sécurité du travail

Le règlement grand-ducal du 6 mars 1968 a délimité les missions et le fonctionnement de l'institut de sécurité du travail.

En fait, le Conseil Economique et Social n'aurait pas dû se préoccuper aussi activement de la situation en matière de sécurité au travail et de protection sanitaire, si cet institut avait satisfait aux missions lui dévolues par la loi.

Aussi importerait-il de mettre à profit la mise à jour des règlements d'exécution de la loi du 4 avril 1974 pour mieux outiller l'institut de sécurité tripartite et l'office de contrôle technique pour différentes installations dangereuses et insalubres prévus par l'article 31 de cette loi.

L'institut de sécurité tripartite devrait plus particulièrement servir d'instrument de documentation, de coordination, d'information et de formation, dont le besoin a été souligné dans le présent avis, en mettant à profit les données fournies par l'association d'assurance contre les accidents et l'Inspection du Travail et des Mines. Le centre de gravité de cet institut devrait être constitué par son organe appelé à définir la politique à suivre en la matière et qui devrait être assisté du personnel autre que celui chargé des fonctions normales de l'Inspection.

2116. L'inspection sanitaire et la médecine du travail

Dans le passé, le législateur s'est limité au seul domaine de l'inspection sanitaire et les dispositions afférentes ne visent que le contrôle des installations sanitaires, contrôles qui sont généralement effectués par la police.

Quant à la médecine du travail, elle n'est visée que sous la forme d'examens médicaux d'embauchage et de contrôle des jeunes et des travailleurs immigrants, ainsi que par la possibilité de l'association d'assurance de prescrire la surveillance médicale de personnes exposées à des risques particuliers, surveillance qui s'exerce pour l'instant à l'égard des travailleurs susceptibles d'être atteints par la silicose.

Or, le contrôle sanitaire et la médecine du travail sont devenus des auxiliaires indispensables à la sauvegarde non seulement de la santé des travailleurs, mais également de la sécurité au travail.

On ne peut, dès lors, laisser les choses en l'état en négligeant de faire fruit des progrès réalisés par la science dans ces domaines.

212. Sur le plan de l'entreprise

2121. La délégation ouvrière

Dans les réglementations légales concernant les représentants du personnel, on relève que les délégations ont pour mission entre autres de :

"contribuer à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles conformément aux dispositions légales et réglementaires y relatives, notamment à celles de l'arrêté grand-ducal du 31 décembre 1929 fixant les attributions des délégués à la sécurité."x)

Il découle de ce texte que la responsabilité en matière de sécurité au travail et de protection sanitaire incombe, en principe, au chef d'entreprise.

Ceci ne signifie nullement que les salariés sont dépourvus de toute obligation. Au contraire, l'instinct de survie et l'égard dû au prochain font que chacun n'est pas seulement gardien de sa vie et de sa santé, mais également responsable de ses collaborateurs et protecteur de sa famille.

Relevons pourtant que l'accomplissement de ces devoirs se heurte souvent à la dure réalité du monde du travail. Les impératifs de productivité et la commodité sont dans beaucoup de cas la cause d'actes irréfléchis quant à la sécurité au travail et la santé.

x) article 3, alinéa 6 de l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1958 concernant l'institution de délégations ouvrières dans les entreprises industrielles, commerciales et artisanales, tel qu'il a été modifié par celui du 20 novembre 1962.

Aussi les délégués du personnel et plus spécialement le délégué à la sécurité sont-ils exposés à des conflits dans l'accomplissement de leurs tâches.

De plus, hormis l'intervention de l'Inspection du Travail et des Mines, les délégués du personnel n'ont aucun moyen légal à leur disposition pour imposer la réalisation de leurs revendications, si légitimes fussent-elles.

Par ailleurs, le législateur ne requiert pas de qualifications spécifiques pour le poste de délégué à la sécurité; cela impliquerait en effet qu'il prévoie les moyens nécessaires pour la formation de ces délégués.

Signalons encore qu'il paraît douteux que le délégué à la sécurité, qui est aussi membre élu de la délégation, puisse remplir ses tâches avec impartialité. Ainsi, par exemple, il est tenté de faire du zèle excessif, ou, ce qui pire est, des concessions au détriment de la sécurité au travail et ceci en vue de sa réélection.

Toutes les quinzaines, lors de la tournée d'inspection, l'employeur ou son représentant est tenu d'accompagner le délégué à la sécurité. Cette disposition serait encore plus efficace dans les entreprises d'une certaine importance si, au fil des services visités, tant le responsable du service considéré que celui des services d'entretien, pouvaient accompagner le délégué à la sécurité lors de la tournée bimensuelle d'inspection.

2122. Le comité mixte d'entreprise

La loi du 6 mai 1974 instaure des comités mixtes dans toutes les entreprises du secteur privé employant au moins 150 salariés.

A l'heure actuelle, il est trop tôt pour se prononcer quant aux répercussions de cette loi sur le fonctionnement de

l'entreprise. Il est cependant à noter que la responsabilité de l'employeur en matière de sécurité au travail et de protection sanitaire n'est pas altérée par rapport à la législation précédente.

Certes, l'article 7, alinéa 2 stipule que le comité mixte d'entreprise est appelé à décider de :

"l'introduction ou de la modification des mesures concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que de la prévention des maladies professionnelles."

Il est vrai aussi que le comité mixte d'entreprise a compétence de décision en ce qui concerne les critères généraux d'embauchage. De même, dans les autres domaines, dans lesquels le comité mixte d'entreprise dispose d'une compétence de décision, il peut faire valoir des considérations ayant trait à l'aspect de la sécurité au travail.

Mais hormis la constatation que les vues et les objectifs du patronat et du salariat ne concordent pas toujours, l'application des décisions du comité mixte d'entreprise est tributaire des moyens affectés, par l'entreprise, à la sécurité au travail. Or, les comités mixtes d'entreprise ne peuvent qu'influencer les décisions sur le montant des allocations budgétaires allouées à la sécurité au travail, en soulignant l'importance de la sécurité au travail et de la protection sanitaire dans la politique de l'entreprise.

Si employeurs et employés arrivent à définir conjointement une stratégie commune en matière de sécurité, les comités mixtes d'entreprise pourront ainsi participer de manière constructive à l'amélioration de la sécurité au travail et de la protection sanitaire.

Pour ce faire, le Conseil Economique et Social estime qu'une formation approfondie des membres des comités mixtes d'entreprise constitue un premier pas vers l'amélioration de la sécurité au travail.

22. Le plan conventionnel

221. Le plan général

La protection en matière d'accidents et de santé est à considérer comme faisant partie intégrante des conditions générales de travail.

Or, la législation actuelle en la matière et surtout son application se sont souvent révélées inefficaces dans la pratique. Pour cette raison les problèmes inhérents à la sécurité au travail sont régulièrement abordés lors des négociations des conventions collectives.

Malheureusement, les stipulations des contrats collectifs ne renseignent que peu sur les discussions entre les parties intéressées et se limitent, en général, à un rappel des règlements et des dispositions législatives en vigueur, avec le but d'informer, par le biais du livret du contrat collectif, les ouvriers sur les principales dispositions législatives les concernant en matière de sécurité.

Abstraction faite que les conditions de travail et de salaire ne sont pas encore réglées dans toutes les entreprises par voie de conventions collectives, l'importance accordée lors de la signature de telles conventions, à la sécurité et à la protection de la santé, est encore nettement insuffisante.

La raison majeure en est que les partenaires sociaux n'accordent pas à la sécurité au travail l'ordre de priorité qui devrait lui être dû au niveau de l'entreprise.

En effet, les conditions de salaires et d'aménagement des horaires de travail ont toujours occupé la première place parmi les revendications ouvrières, alors que la productivité constituait le facteur prioritaire pour les chefs d'entreprises.

Aussi les mesures préconisées en matière de prévention des accidents et des maladies professionnelles ont-elles souvent été considérées comme un frein à la réalisation des objectifs prioritaires énoncés ci-dessus, et se sont vues reléguer, souvent, avec une argumentation différente, à l'arrière-plan.

Néanmoins, on peut constater que les partenaires sociaux consacrent plus d'efforts que dans le passé, à l'amélioration des conditions de travail et à l'humanisation du poste de travail.

Ces efforts ne manqueront pas de se répercuter positivement sur les problèmes de la sécurité au travail et de la protection sanitaire lors de l'élaboration des contrats collectifs futurs.

222. L'industrie lourde

Si l'importance accordée aux problèmes de la sécurité au travail dans les entreprises en général fut relativement faible, les contrats collectifs établis dans la sidérurgie et dans les mines ont toujours tenu compte, dans une plus large mesure, de ces problèmes. C'est ainsi que des commissions paritaires de la sécurité du travail sont constituées par voie contractuelle et qu'un délégué de sécurité à plein temps est désigné dans chaque grande division.

2221. La commission paritaire de la sécurité du travail

Quoique la commission paritaire de la sécurité du travail ne soit qu'un organe à caractère consultatif, elle fournit cependant à la délégation des ouvriers la possibilité d'influencer la politique de l'entreprise en matière de sécurité et de santé.

Ces commissions paritaires de la sécurité du travail ne disposent cependant pas des moyens nécessaires à la mise en oeuvre de leurs propositions pratiques.

Aussi la décision finale revient-elle toujours à la direction de la division ou aux instances supérieures de la société.

L'expérience passée a démontré que l'activité de la commission paritaire de la sécurité du travail s'est bornée strictement aux réunions périodiques prévues par le règlement et s'est essentiellement limitée à l'analyse d'accidents du travail survenus, ce qui a sans aucun doute permis de prévenir souvent des accidents similaires. Mais un autre objectif, pourtant essentiel, à savoir la mise en pratique d'une politique préventive efficace en matière de sécurité n'a pas été suffisamment poursuivi.

Aussi s'agira-t-il de sensibiliser le personnel, à tous les niveaux, par une plus large publicité (affichage des rapports de commissions), et par une information et une analyse circonstanciée au cours des conférences de sécurité, aux problèmes les concernant.

Le rôle de la commission paritaire de la sécurité du travail doit donc être repensé et sa mission élargie.

Il serait également utile de créer des commissions paritaires pour chaque service. Elles seraient composées non seulement des chefs de service et du personnel ouvrier, mais également des représentants des cadres (chef d'équipe et contremaître).

Une telle composition mettrait en relief le rôle prépondérant des chefs d'équipe et des contremaîtres en matière de sécurité au travail, et ferait bénéficier toute la commission de l'expérience pratique de ceux-ci.

Dans le cadre d'une politique de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, les commissions paritaires existantes doivent accorder une importance accrue à l'information ainsi qu'à la formation du personnel, des délégués ouvriers et des cadres.

Par ailleurs, sur le plan général de l'entreprise, les comités mixtes d'entreprises seront amenés à coordonner les activités des différentes commissions de sécurité et à promouvoir les échanges d'information .

2222. Les délégués de sécurité à plein temps

Conformément aux contrats collectifs, les usines d'Esch-Belval, d'Esch-Schifflange, de Differdange, de Dudelange et de Rodange emploient un délégué de sécurité à plein temps.

L'ouvrier-délégué en cause est nommé et révoqué par la direction de l'usine sur proposition de la commission paritaire de sécurité.

La fonction de délégué de sécurité à plein temps est incompatible avec celle de membre d'une délégation ouvrière.

Du point de vue professionnel et hiérarchique, l'ouvrier-délégué dépend de l'ingénieur de sécurité de l'usine. Ses attributions consistent à seconder l'ingénieur de sécurité dans sa mission de prévention des accidents du travail et à servir d'intermédiaire auprès du personnel pour toutes les affaires concernant la sécurité au travail. Il doit également rendre compte de ses activités aux délégués ouvriers.

Quant à la formation des délégués de sécurité à plein temps, il serait opportun de compléter leur expérience pratique par la participation obligatoire à des cours spécialisés à l'étranger à l'instar de celle préconisée pour les contrôleurs de l'Inspection du Travail et des Mines.

23. Le plan volontaire

Les mesures concrètes en vue de garantir une protection efficace de la santé et de la vie sur le lieu du travail ne peuvent être réalisées, essentiellement, qu'à l'intérieur de l'entreprise même. Ceci présuppose, évidemment, une prise de conscience des problèmes auxquels sont confrontés les responsables à tous les niveaux.

Les entreprises ne pourront cependant atteindre les buts visés que dans la mesure où elles disposent de l'infrastructure nécessaire et d'un personnel qualifié adéquat.

Les normes minima, prévues à cet effet par le législateur, ne suffisent néanmoins pas pour garantir une sécurité au travail efficace.

En outre, à cause de leurs dimensions trop réduites, une grande partie des entreprises ne sont pas en mesure de répondre à toutes les exigences en la matière. D'autres responsables d'entreprises, par contre, ne se sont pas encore rendus compte de l'importance du problème et des possibilités offertes par une organisation systématique de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Il est également à noter que jusqu'à présent les organisations patronales n'ont pas complété l'oeuvre de l'association d'assurance contre les accidents par des recommandations d'ordre pratique à leurs membres.

Néanmoins, dans le passé, quelques entreprises de l'industrie lourde et de l'industrie moyenne ont déjà pris, sur base volontaire, des initiatives qui méritent d'être relevées.

231. La direction de l'entreprise et l'organisation
du travail

La direction de l'entreprise est le principal responsable de la sécurité au travail et de la protection sanitaire dans l'entreprise.

Tous les experts sont unanimes pour affirmer que la sécurité au travail, pour être efficace, doit être conçue, mise en oeuvre et contrôlée par une organisation verticale, allant de haut vers le bas.

C'est pourquoi la sécurité au travail et la protection sanitaire doivent faire partie intégrante du processus de travail. Le cadre le plus haut placé dans l'échelle hiérarchique de l'entreprise est responsable de la sécurité au travail au même titre que de la production, et il doit employer tous les moyens nécessaires aux fins de garantir cette sécurité à l'intérieur de l'entreprise.

Il s'en suit que le personnel affecté au service de sécurité n'a qu'une fonction consultative. De plus, il exécute, sous la responsabilité de la direction de l'entreprise, les mesures à mettre en oeuvre.

Il est dès lors du devoir de la direction d'organiser le travail de telle façon que les risques éventuels peuvent être dépistés dès le stade de la planification et de la préparation des travaux afin de pouvoir les éliminer.

Une autre mission de la direction d'entreprise consiste ensuite à veiller à la stricte observation des mesures de sécurité lors de l'exécution des travaux. Pour ce faire, elle

charge les supérieurs immédiats des travailleurs du contrôle y relatif. En cas de non observation flagrante des règles de sécurité, des sanctions peuvent être prévues à l'encontre des contrevenants, sanctions qui pourront aller même jusqu'au licenciement.

Malheureusement, il n'y a que très peu d'entreprises qui ont intégralement organisé la sécurité au travail d'après ces principes.

232. Le service de sécurité

- Les entreprises de la sidérurgie et quelques autres entreprises nouvellement implantées ont mis en place des services de sécurité, sur base volontaire.

Ces services de sécurité fonctionnent bien, encore que le succès de leur mission soit fonction de l'importance des moyens mis à leur disposition.

Aussi leurs possibilités d'influencer, de manière positive, l'activité de l'entreprise sont-elles souvent limitées, ceci à tous les échelons, à commencer par la planification de nouveaux moyens de production jusqu'à la motivation adéquate du comportement humain au travail.

L'insuffisance en moyens matériels et en personnel qualifié d'une part et la méconnaissance de l'ordre de priorité accordé par beaucoup de responsables et d'exécutants à la sécurité au travail, d'autre part, expliquent les limites actuelles de certains services de sécurité.

En effet, du point de vue des priorités, tant pour les dirigeants que pour les travailleurs, la sécurité au travail range souvent derrière la production et le confort personnel.

- On ne peut pas nier que le personnel des services de sécurité s'emploie de manière sincère à remplir sa mission. Il serait cependant souhaitable que les intéressés à un poste à la sécurité au travail soient formés tant du point de vue théorique que pratique, à l'instar de ce qui se fait pour les autres postes de travail.

En outre, une analyse approfondie de la composition du personnel spécialisé des services de sécurité s'impose. En effet, les services de sécurité ne se composent généralement que de personnel à formation technique. Une telle composition ne garantit pas l'existence d'une prédisposition pour une autre mission très importante de ce service, à savoir l'influence qu'il doit exercer sur le comportement humain sur le lieu du travail.

- Les conférences sur la sécurité au travail sont organisées de manière périodique dans les entreprises. Or, ces conférences sont tenues par des ingénieurs ou des contremaîtres, qui, en général, n'ont pas eu de formation adéquate les préparant à cette mission spécifique.

Ainsi, souvent, ils ne parviennent pas à créer, chez les intéressés, les motivations nécessaires au respect des règles de la sécurité au travail.

- Il est vrai qu'un travail sans accidents présuppose évidemment que les intéressés soient conscients de leur responsabilité, aussi bien vis-à-vis de leur propre personne que de celle de leurs collègues. Cet objectif n'est pas facile à atteindre, car il s'agit d'éliminer nombre de réticences d'ordre psychologique et, de ce fait, l'on ne peut guère espérer, dans la phase initiale, qu'un non-initié pourra aboutir au résultat voulu. Aussi s'agira-t-il de confier cette mission importante aux services de sécurité.

Pour ce faire, les services de sécurité devraient être agrandis et avoir la possibilité de s'adjoindre des experts ayant également une formation pédagogique et psychologique afin d'être en mesure de pourvoir ou de faire pourvoir aux multiples missions qui s'imposent en la matière et qui vont de l'accueil de l'ouvrier nouvellement embauché dans l'entreprise, de la sensibilisation aux problèmes inhérents aux mutations de postes, aux conseils permanents à tous les responsables et intéressés, ainsi qu'à la prise en charge des cas spécifiques.

Il est à noter que dans le temps les efforts de coordination des mesures à prendre en matière de prévention des accidents ont été intensifiés entre les différentes entreprises de l'industrie sidérurgique et minière. La mise en place des comités mixtes d'entreprise favorise, sans aucun doute, la continuation fructueuse de tels efforts avec la participation des représentants du personnel.

233. L'ingénieur de sécurité

Seules les entreprises disposant d'un service de sécurité propre emploient un ingénieur de sécurité à plein temps. C'est cet ingénieur qui dirige le service de sécurité, et à l'instar des autres membres du service de sécurité, il n'est pas responsable directement des incidents et des accidents survenus.

Sa mission a également un caractère consultatif et elle doit maintenir ce caractère.

En effet, en tant que cadre dirigeant et exempt de toute responsabilité concernant la quantité et la qualité de la production, l'ingénieur de sécurité est particulièrement bien placé pour analyser, de manière critique, les processus de travail à l'intérieur de l'entreprise.

Néanmoins, les possibilités propres à l'ingénieur de sécurité d'influencer les responsables et de leur faire accepter ses conceptions ne peuvent être couronnées de succès que dans la mesure où la direction de l'entreprise considère la sécurité au travail comme partie intégrante de la politique de l'entreprise.

234. Le médecin du travail

Il est à souligner de manière positive qu'en l'absence de toute obligation légale afférente, certaines entreprises ont introduit la médecine du travail sur base volontaire.

Les principales missions du médecin du travail sont les suivantes :

- l'examen médical d'aptitude au travail, d'après les critères de la médecine du travail, lors de l'engagement du personnel ainsi que lors de la reprise du travail après une longue maladie ou un accident;
- l'examen médical des jeunes travailleurs dans le cadre de la législation afférente;
- l'examen périodique du personnel exposé à un risque particulier ainsi que des détenteurs des postes dits de sécurité (grutiers, chauffeurs, machinistes etc);
- l'organisation des premiers secours et la formation des secouristes.

Chaque salarié de l'entreprise peut, en outre, se faire examiner périodiquement par le médecin de l'entreprise, mais le nombre des salariés qui en font usage est relativement réduit.

Cependant, si un examen médical était rendu obligatoire pour les salariés tous les cinq ans, ce qui serait d'ailleurs souhaitable, le nombre des médecins du travail s'avérerait insuffisant.

D'autres missions, telles que l'humanisation du lieu de travail, les études approfondies de l'ergonomie et de l'environnement sont également du domaine du médecin du travail, mais ne peuvent être satisfaites que dans des cas exceptionnels, ceci à cause du nombre insuffisant de médecins du travail.

Si l'on considère que la chaleur, la poussière, les mauvaises conditions d'aération et d'éclairage, les bruits dans les ateliers, les installations et les outils mal conçus continuent à constituer les causes de nombre d'accidents et de maladies, la revendication relative à l'examen médical périodique et/ou au développement du service de la médecine du travail s'explique aisément.

Aussi lors de la mise en vigueur d'une législation relative aux normes minima de la médecine du travail et aux médecins du travail dans les entreprises, qui s'impose de façon urgente, devra-t-elle tenir également compte d'une action médicale préventive concertée. Seulement sous ces conditions, il sera possible de rendre plus efficace encore la collaboration indispensable entre le service de sécurité et le service de la médecine du travail.

Quant au statut du médecin du travail, sa fonction devra rester incompatible avec celle du médecin de contrôle. Cette incompatibilité favorise un climat de confiance entre le médecin du travail et les intéressés, condition nécessaire à une collaboration optimale en vue de la réalisation d'une sécurité au travail et d'une protection sanitaire améliorée.

Il serait également souhaitable que les médecins du travail aient une formation spécifique en matière de médecine du travail.

24. Le rôle de la statistique

Le recensement statistique de tous les facteurs qui ont été à l'origine d'accidents du travail ou de maladies professionnelles sont d'une importance capitale pour faire ressortir les mesures qui s'imposent pour l'amélioration de la sécurité au travail et de la protection sanitaire.

Des statistiques et des graphiques fonctionnels peuvent souvent éclairer, de manière plus précise, l'observateur intéressé sur l'existence de situations critiques que des descriptions détaillées.

Aussi les grandes entreprises ainsi que l'association d'assurance contre les accidents établissent-elles régulièrement des statistiques y relatives.

Ces statistiques concernent les séries suivantes :

- le nombre des accidents au cours d'un exercice d'activité, subdivisé en accidents du travail et en accidents de trajet ainsi que le nombre des maladies professionnelles;
- l'évolution comparative du nombre d'accidents par année;
- la répartition des accidents par entreprise et par branches socio-professionnelles;
- la répartition des accidents d'après leurs caractéristiques et d'après la nature des blessures;
- la répartition des blessures d'après les différentes parties du corps;
- la répartition des accidentés par nationalité ;
- le nombre et le pourcentage des accidents par classes d'âge;
- les incidences périodiques des accidents (statistiques mensuelles, hebdomadaires, journalières).

Le recensement statistique et sa publication ont contribué, sans aucun doute, à la prévention de nombre d'accidents.

Aussi, dans ce contexte, l'amélioration de l'outil statistique s'avère-t-elle indispensable. D'autres facteurs (voir à ce sujet, en annexe, une proposition pour les déclarations des accidents) doivent également être recensés statistiquement en vue de promouvoir la prévention efficace des accidents.

Dans le même ordre d'idées les comptes rendus d'accidents, qui constituent la base de tout recensement statistique, ne devraient pas seulement être rédigés dans l'optique d'indemnisation, mais comporter aussi des indications précisant comment l'accident aurait pu être évité. La conception de la rédaction du compte-rendu dans ce sens, devrait être revue.

Dans cette optique, la faute ou le comportement fautif, ayant provoqué un accident, sont moins importants que les véritables causes qui ont conduit à ces fautes et les propositions concrètes tendant à éviter celles-ci dans le futur.

Aussi, les comptes rendus d'accidents, tout en devant être rédigés par les personnes directement intéressées (supérieur immédiat ou accidenté), devraient-ils être revus par les responsables de la sécurité.

En effet, si les premiers sont bien placés pour faire la description des faits, il incombe aux autres d'en tirer les conclusions quant aux mesures de prévention à prendre.

Par ailleurs, il serait désirable que l'auteur du rapport d'accident ait des notions fondamentales en matière de sécurité au travail.

Enfin, il convient de rappeler que d'après la législation sur l'Inspection du Travail et des Mines, celle-ci doit être informée également des incidents survenus sur le lieu du travail, même s'il ne s'en est pas suivi un accident. Cette disposition qui est restée pratiquement lettre morte jusqu'à présent devrait être mise à profit au même titre que les déclarations d'accidents.

L'institut de sécurité du travail devrait également être chargé de l'analyse des dits rapports et des statistiques d'accidents.

Ainsi, en collaboration étroite avec les instances gouvernementales concernées, les organisations patronales et syndicales, l'institut de sécurité du travail devrait élaborer, sur la base d'études systématiques relatives aux erreurs commises, des propositions et des directives concrètes à l'intention des intéressés.

3. LES PROPOSITIONS CONCRETES

L'analyse critique de la situation actuelle en matière de sécurité au travail conduit le Conseil Economique et Social à en dégager les propositions concrètes ci-après formulées.

31. Sur le plan des normes de droit matériel

Le Conseil Economique et Social:

- estime qu'il serait nécessaire de mieux expliciter les principes du droit civil, social et pénal visant la protection de l'intégrité de la personne humaine dans des règles suffisamment précises, pour pouvoir servir de guide dans la prévention des accidents et la répression des infractions;
- dans cet ordre d'idées, il faudrait que la loi du 28 août 1924 concernant la santé et la sécurité soit adaptée à l'évolution technique et technologique et que sa portée soit élargie;
- que les prescriptions relatives à la prévention des accidents édictées par l'association d'assurance contre les accidents soient non seulement complétées et mises à jour, mais également dotées, par une disposition légale générale d'une portée réglementaire assortie de sanctions pénales, et dont la surveillance incomberait également à l'Inspection du Travail et des Mines; que de même la disposition du code des assurances sociales qui a pour but de renforcer la charge des cotisations de ceux ayant contrevenu à ces règles devrait pouvoir sortir ses effets grâce à un amendement d'ordre rédactionnel de ce texte.

D'autre part le Conseil Economique et Social:

- approuve pleinement la réforme réalisée en la matière par la loi du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'Inspection du Travail et des Mines, loi qui a conféré aux conditions de la création d'un établissement dangereux,

insalubre ou incommode, la valeur juridique que le Conseil Economique et Social voudrait voir donner aux prescriptions relatives à la prévention des accidents de l'association d'assurance contre les accidents et qui a chargé l'Inspection du Travail et des Mines de la surveillance de ces conditions;

- propose que cette législation soit complétée par une loi spéciale sur la sécurité des outils et matériaux mis en oeuvre dans les entreprises, en faisant dépendre l'autorisation de commercialiser des machines de leur conformité législative aux prescriptions relatives à la prévention des accidents émises par l'association d'assurance contre les accidents par analogie à ce qui est prévu dans la législation allemande;
- demande une coordination de l'ensemble de ces dispositions dans un code de la sécurité;
- exige que l'organe compétent pour la rédaction des prescriptions relatives à la prévention des accidents, composé paritaire-ment, voie étendre sa compétence pour la surveillance du respect de ces prescriptions et l'application des amendes d'ordre.

32. Sur le plan de la conception et du fonctionnement des organes appelés par la loi à concourir à la prévention des accidents

321. Sur le plan national

3211. L'association d'assurance contre les accidents

- L'association d'assurance contre les accidents ne doit pas se limiter au seul dédommagement des suites des accidents du travail, mais sa vocation serait plutôt dans un ordre prioritaire:

- . la prévention des accidents;
- . l'action curative des suites d'accidents;
- . la réadaptation et la réintégration des victimes de séquelles d'accidents;
- . l'indemnisation des suites non autrement réparables;

- en tant que destinataire de toutes les déclarations d'accidents et interlocuteur naturel des organismes étrangers à vocation identique, l'association d'assurance contre les accidents devrait être à même de déceler les causes d'accidents et partant pouvoir indiquer les moyens d'éviter ceux-ci.

A cet effet il faudrait :

- améliorer et compléter l'outil statistique à partir des déclarations d'accidents;
- que les comptes rendus d'accidents qui constituent la base de tout recensement statistique, fussent rédigés avec un soin extrême, non seulement dans une optique d'indemnisation, mais comporter aussi des recommandations précisant comment l'accident aurait pu être évité. La conception de la rédaction du compte rendu devrait être revue dans ce sens;
- qu'ainsi les comptes rendus d'accidents, tout en devant être rédigés par les personnes directement intéressées (supérieur immédiat et accidenté), fussent revus par les responsables de la sécurité;
- que l'auteur du rapport d'accident eût des notions fondamentales en matière de sécurité au travail.

3212. L'Inspection du Travail et des Mines

L'Inspection du Travail et des Mines devrait pouvoir:

- épuiser toutes les possibilités de la loi du 4 avril 1974 qui a réalisé un progrès substantiel pour la prévention des accidents du travail et l'amélioration des conditions de travail;
- être informée des incidents survenus sur le lieu du travail, même s'il ne s'en est pas suivi un accident;

- valoriser l'atout des contrôleurs en contact étroit et permanent avec les entreprises et qui disposent également d'une expérience et d'une conscience des problèmes de la sécurité, en leur prodiguant une formation complémentaire et systématique dans le domaine spécifique de la sécurité;
- restructurer les fonctions d'inspecteur et de contrôleur du travail:
 - . les uns veillant à l'application des textes administratifs, conventionnels ou législatifs relatifs aux conditions de travail et de salaire;
 - . les autres chargés de la sécurité au travail et de la protection sanitaire après avoir reçu la formation complémentaire susdite;
- voir étendre sa compétence aux risques d'accidents accrus à l'occasion de travaux noirs et occasionnels, qui échappent à la fois au contrôle des entreprises et à la surveillance de l'association d'assurance contre les accidents, faute d'être déclarés à celle-ci, ce qui irait dans le sens du projet visant à réglementer ces travaux en tant que tels;
- exercer de même une surveillance des dépassements des horaires légaux de travail souvent générateurs de risques d'accidents accrus.

3213. L'inspection sanitaire et la médecine du travail

Le Conseil Economique et Social estime:

- que le contrôle sanitaire et la médecine du travail sont devenus des auxiliaires indispensables à la sauvegarde non seulement de la santé des travailleurs, mais également de la sécurité au travail;
- que l'on ne peut, dès lors, laisser les choses en l'état en négligeant de faire fruit des progrès réalisés par la science dans ces domaines;

- que partant il faudra légiférer:

- . en prévoyant un examen médical obligatoire pour tous les salariés au moins tous les cinq ans et de façon sélective, dans des délais plus rapprochés, pour les travailleurs exposés soit à un risque accru, soit détenteur d'un poste dit de sécurité;
- . en fixant des normes minima de la médecine du travail et de médecins du travail dans les entreprises;
- . en exigeant du médecin du travail de contribuer à l'amélioration des conditions de travail, notamment sous forme de l'humanisation du lieu de travail, de l'étude approfondie de l'ergonomie et de l'environnement et de l'application d'une médecine préventive concertée;
- . en favorisant la collaboration indispensable entre le service de sécurité et le service de la médecine du travail;
- . en prévoyant pour le médecin du travail une formation spécifique en matière de médecine du travail.

3214. L'institut de sécurité du travail

Le Conseil Economique et Social estime:

- que le centre de gravité de cet institut devrait être constitué par son organe appelé à définir la politique à suivre en la matière et qui devrait être assisté du personnel autre que celui chargé des fonctions normales de l'Inspection du Travail et des Mines;
- que cet institut devrait plus particulièrement servir d'instrument de documentation, de coordination, d'information et de formation, en mettant à profit les données fournies par l'association d'assurance contre les accidents et l'Inspection du Travail et des Mines;
- qu'à cet effet l'institut de sécurité du travail devrait être chargé de l'analyse des rapports et des statistiques d'accidents;

- que, en collaboration étroite avec les instances gouvernementales concernées, les organisations patronales et syndicales, l'institut de sécurité du travail devrait élaborer, sur la base d'études systématiques relatives aux erreurs commises, des propositions et des directives concrètes à l'intention des intéressés;
- que cet institut prépare la mise sur pied d'une organisation susceptible d'assurer, dans les petites et moyennes entreprises, les services rendus, dans les grandes entreprises, par le personnel du service de sécurité;
- qu'enfin il faudrait mettre à profit la mise à jour des règlements d'exécution de la loi du 4 avril 1974, pour mieux outiller l'institut de sécurité tripartite et l'office de contrôle technique pour différentes installations dangereuses et insalubres prévus par l'article 31 de cette loi.

322. Sur le plan de l'entreprise

3221. Le comité mixte d'entreprise

Le comité mixte d'entreprise doit:

- définir une stratégie commune en matière de sécurité et participer ainsi de manière constructive à l'amélioration de la sécurité au travail et de la protection sanitaire;
- former ses membres afin qu'ils puissent discuter des problèmes concernant la sécurité en connaissance de cause.

3222. La délégation ouvrière

- devrait désigner le délégué à la sécurité en dehors de ses membres élus en fonction de ses aptitudes pour sa mission spéciale et ce dans l'intérêt de l'indépendance de celui-ci;
- devrait voir augmenter l'efficacité de sa mission en ce que lors de la tournée d'inspection dans les entreprises d'une certaine importance, où l'employeur ou son représen-

tant est tenu d'accompagner le délégué à la sécurité, au fil des services visités, tant le responsable du service considéré, que celui des services d'entretien devraient accompagner le délégué à la sécurité lors de la tournée bimensuelle d'inspection.

33. Sur le plan des mesures concrètes d'origine conventionnelle ou volontaire prises ou à prendre

331. Sur le plan psychologique

Il y a lieu de propager:

- la nécessité du conditionnement de tous les agents de la vie économique en vue de l'élimination des risques auxquels sont exposés les travailleurs;
- une prise de conscience des problèmes auxquels sont confrontés les responsables à tous les niveaux;
- la foi dans les possibilités offertes par une organisation systématique de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

A cet effet il faut :

- ne plus considérer les mesures préconisées en matière de prévention des accidents et des maladies professionnelles comme un frein à la réalisation d'autres objectifs;
- accorder, lors de la signature des conventions collectives, le même ordre de priorité à la sécurité et à la protection de la santé que celui réservé notamment aux conditions de salaires, à l'aménagement des horaires de travail et au facteur productivité.

332. Sur le plan organique

3321. La direction de l'entreprise et l'organisation du travail

Le Conseil Economique et Social en est venu à la conclusion:

- que la direction de l'entreprise est le principal responsable de la sécurité au travail et de la protection sanitaire dans l'entreprise;
- que la sécurité au travail et la protection sanitaire, pour être efficaces, doivent être conçues, mises en oeuvre et contrôlées par une organisation verticale, allant de haut vers le bas;
- que la sécurité au travail et la protection sanitaire doivent faire partie intégrante du processus de travail;
- qu'il est du devoir de la direction d'organiser le travail de telle façon que les risques éventuels peuvent être dépistés dès le stade de la planification et de la préparation des travaux afin de pouvoir les éliminer;
- qu'il importe de tirer la leçon de la survenance d'un accident par l'élimination de la cause qui était à son origine;
- qu'il incombe à la direction à veiller à la stricte observation des mesures de sécurité lors de l'exécution des travaux;
- qu'il y a lieu de faire sentir aux travailleurs et aux cadres, par une formation et une information adéquates, la responsabilité qui leur incombe tant du point de vue moral que légal en ce qui concerne leur propre intégrité physique et leur propre santé ainsi que celles des autres;
- qu'il importe d'initier d'une façon systématique les personnes nouvellement embauchées à leur poste de travail, en tenant spécialement compte des difficultés de communications entre travailleurs d'expression linguistique différente;
- que des sanctions peuvent être prévues à l'encontre des contrevenants, sanctions qui pourront aller même jusqu'au licenciement.

3322. Le service de sécurité

Le service de sécurité devrait pouvoir:

- influencer de manière positive l'activité de l'entreprise, ceci à tous les échelons, à commencer par la planification de nouveaux moyens de production jusqu'à la motivation adéquate du comportement humain au travail;
- disposer de moyens matériels et de personnel qualifié formé tant du point de vue théorique que pratique, à l'instar de ce qui se fait pour les autres postes de travail;
- s'adjoindre des experts ayant également une formation pédagogique et psychologique.

3323. L'ingénieur de sécurité

- L'ingénieur de sécurité doit avoir la possibilité d'influencer les responsables et de leur faire accepter ses conceptions. Ceci n'est réalisable que dans la mesure où la direction de l'entreprise considère la sécurité au travail comme partie intégrante de la politique de l'entreprise.

3324. Les commissions paritaires de la sécurité du travail

Les commissions paritaires de la sécurité du travail, organes à caractère consultatif, doivent:

- disposer des moyens nécessaires à la mise en oeuvre de leurs propositions pratiques;
- mettre en oeuvre une politique préventive efficace et ne plus se borner strictement aux réunions périodiques prévues par le règlement, réunions qui se limitent essentiellement à l'analyse d'accidents du travail survenus;
- sensibiliser le personnel à tous les niveaux par une plus large publicité, l'informer et le former par une analyse circonstanciée, au cours de conférences de sécurité, des problèmes le concernant;
- être représentées dans chaque service et être composées non seulement des chefs de service et du personnel ouvrier, mais également des représentants des cadres (chef d'équipe et contremaître);
- voir coordonner leurs activités et leurs échanges d'information par le biais des comités mixtes d'entreprise.

3325. Les délégués de sécurité à plein temps

Les délégués de sécurité à plein temps devraient voir compléter leur expérience pratique par la participation obligatoire à des cours spécialisés à l'étranger, à l'instar de celle préconisée pour les contrôleurs de l'Inspection du Travail et des Mines.

34. Sur le plan de la répression des manquements constatés

Il serait nécessaire:

- de prévoir une plus large information permettant une application plus systématique et plus rigoureuse des lois et règlements existants, qui conduirait ainsi à une amélioration sensible de la sécurité au travail et de la prévention des accidents;
- que les principes inscrits dans les textes pénaux et civils soient appliqués à l'égard d'auteurs d'accidents du travail prémédités ou survenus par négligence;
- que la négligence manifeste et l'action délictueuse non préméditée puissent être poursuivies, même si elles n'entraînent pas d'accident;
- que nos juridictions s'appuyent davantage sur des avis d'experts susceptibles de mieux les éclaircir lors du fondement de leurs décisions.

4. LA CONCLUSION

En conclusion, le Conseil Economique et Social voudrait rappeler qu'il s'est saisi de l'ensemble des problèmes relatifs à la sécurité au travail et à la protection sanitaire en invoquant des raisons morales, humaines, sociales, légales, économiques valables tant sur le plan de l'entreprise qu'au niveau national, afin que toutes les instances publiques et tous les agents de la vie économique prennent conscience de l'importance du problème soulevé et s'emploient d'une manière responsable à éliminer les risques d'accidents du travail. Il espère avoir ainsi contribué à la réalisation de ce but.

- - -

Résultat du vote:

Le présent avis a été adopté à l'unanimité des voix des membres présents.

Le Secrétaire Général

Le Président

Jean Moulin

Georges Faber

Luxembourg, le 8 juillet 1975

PROJET DE LA NOUVELLE FORMULE DE DECLARATION

GEWERBLICHE UNFALLVERSICHERUNGS-
GENOSSENSCHAFT
ZITHASTRASSE 1 LUXEMBOURG
UNFALL-ANZEIGE

		1	2	
			3	4
A	6	5	a	
			b	
			c	
			d	
		7 x)	8 x)	
		9	10	
	11	x)	12	
	13			
	14		15	16
	17		18	19
B	20		21 x)	22 x)
	23		24	25
	26		27	28
	29		30	31
	32		33	34
	35		36	37
	38		39	40
	41		42	43
	44		45	46
	47		48	49
	50		51	52
	53		54	55
	56		57	58
	59		60	61
	62		63	64
	65		66	67
	68		69	70
	71		72	73
	74		75	76
	77		78	79
	80		81	82
	83		84	85
	86		87	88
	89		90	91
	92		93	94
	95		96	97
	98		99	100
	101		102	103
	104		105	106
	107		108	109
	110		111	112
	113		114	115
	116		117	118
	119		120	121
	122		123	124
	125		126	127
	128		129	130
	131		132	133
	134		135	136
	137		138	139
	140		141	142
	143		144	145
	146		147	148
	149		150	151
	152		153	154
	155		156	157
	158		159	160
	161		162	163
	164		165	166
	167		168	169
	170		171	172
	173		174	175
	176		177	178
	179		180	181
	182		183	184
	185		186	187
	188		189	190
	191		192	193
	194		195	196
	197		198	199
	200		201	202
	203		204	205
	206		207	208
	209		210	211
	212		213	214
	215		216	217
	218		219	220
	221		222	223
	224		225	226
	227		228	229
	230		231	232
	233		234	235
	236		237	238
	239		240	241
	242		243	244
	245		246	247
	248		249	250
	251		252	253
	254		255	256
	257		258	259
	260		261	262
	263		264	265
	266		267	268
	269		270	271
	272		273	274
	275		276	277
	278		279	280
	281		282	283
	284		285	286
	287		288	289
	290		291	292
	293		294	295
	296		297	298
	299		300	301
	302		303	304
	305		306	307
	308		309	310
	311		312	313
	314		315	316
	317		318	319
	320		321	322
	323		324	325
	326		327	328
	329		330	331
	332		333	334
	335		336	337
	338		339	340
	341		342	343
	344		345	346
	347		348	349
	350		351	352
	353		354	355
	356		357	358
	359		360	361
	362		363	364
	365		366	367
	368		369	370
	371		372	373
	374		375	376
	377		378	379
	380		381	382
	383		384	385
	386		387	388
	389		390	391
	392		393	394
	395		396	397
	398		399	400
	401		402	403
	404		405	406
	407		408	409
	410		411	412
	413		414	415
	416		417	418
	419		420	421
	422		423	424
	425		426	427
	428		429	430
	431		432	433
	434		435	436
	437		438	439
	440		441	442
	443		444	445
	446		447	448
	449		450	451
	452		453	454
	455		456	457
	458		459	460
	461		462	463
	464		465	466
	467		468	469
	470		471	472
	473		474	475
	476		477	478
	479		480	481
	482		483	484
	485		486	487
	488		489	490
	491		492	493
	494		495	496
	497		498	499
	500		501	502
	503		504	505
	506		507	508
	509		510	511
	512		513	514
	515		516	517
	518		519	520
	521		522	523
	524		525	526
	527		528	529
	530		531	532
	533		534	535
	536		537	538
	539		540	541
	542		543	544
	545		546	547
	548		549	550
	551		552	553
	554		555	556
	557		558	559
	560		561	562
	563		564	565
	566		567	568
	569		570	571
	572		573	574
	575		576	577
	578		579	580
	581		582	583
	584		585	586
	587		588	589
	590		591	592
	593		594	595
	596		597	598
	599		600	601
	602		603	604
	605		606	607
	608		609	610
	611		612	613
	614		615	616
	617		618	619
	620		621	622
	623		624	625
	626		627	628
	629		630	631
	632		633	634
	635		636	637
	638		639	640
	641		642	643
	644		645	646
	647		648	649
	650		651	652
	653		654	655
	656		657	658
	659		660	661
	662		663	664
	665		666	667
	668		669	670
	671		672	673
	674		675	676
	677		678	679
	680		681	682
	683		684	685
	686		687	688
	689		690	691
	692		693	694
	695		696	697
	698		699	700
	701		702	703
	704		705	706
	707		708	709
	710		711	712
	713		714	715
	716		717	718
	719		720	721
	722		723	724
	725		726	727
	728		729	730
	731		732	733
	734		735	736
	737		738	739
	740		741	742
	743		744	745
	746		747	748
	749		750	751
	752		753	754
	755		756	757
	758		759	760
	761		762	763
	764		765	766
	767		768	769
	770		771	772
	773		774	775
	776		777	778
	779		780	781
	782		783	784
	785		786	787
	788		789	790
	791		792	793
	794		795	796
	797		798	799
	800		801	802
	803		804	805
	806		807	808
	809		810	811
	812		813	814
	815		816	817
	818		819	820
	8			

UNFALLANZEIGE

1. Eingangsstempel
2. Unfallnummer
3. Aerztliche Kontrolle
4. Unfallverhütung
5. Erledigung
 - a) Art
 - b) Tod
 - c) Bescheid
 - d) Grund der Ablehnung

A) Angaben zum Betrieb

6. Name und Vorname des Arbeitgebers, Beruf, Firma, Wohnort, Strasse, Nummer
7. Mitgliedschein Nummer
8. Tarifnummer
9. Ungefährer Zahl der Beschäftigten
10. Laufende Nummer des im Jahre vom Betrieb gemeldeten Unfalles

B) Angaben zum Verletzten

11. Name, Vorname
12. Versicherungsnummer oder Geburtsdatum
13. Adresse, Wohnort, Strasse, Nummer
14. Familienstand
15. Geschlecht
16. Staatsangehörigkeit
17. Zahl der Kinder unter 18 Jahren; Zahl der Kinder zwischen 18 und 25 Jahren soweit in Schul- und Berufsausbildung
18. Als was ist der Verletzte regelmässig beschäftigt
19. Seit wann bei dieser Tätigkeit
20. In welchem Teil des Unternehmens ist der Verletzte ständig tätig
21. Ist der Verletzte minderjährig, entmündigt oder steht er unter Pflegschaft; gegebenenfalls Name und Anschrift des gesetzlichen Pflegers

- 22. Ist der Verletzte Unternehmer, Mitunternehmer, Ehegatte des Unternehmers oder mit diesem verwandt, Art der Verwandtschaft
- 23. Krankenkasse des Verletzten
- 24. Voraussichtliche Arbeitsunfähigkeit
- 25. Hat der Verletzte die Arbeit wieder aufgenommen

C) Angaben zur Verletzung

.....

D) Angaben zum Unfall

- 40. Unfallzeitpunkt: Wochentag, Tag, Monat, Jahr, Stunde, Minute
- 41. Hat der Verletzte die Arbeit eingestellt: Nein, sofort, später am(Tag, Monat)
- 42. Beginn der Arbeitszeit des Verletzten: Stunde, Minute
- 43. Ende der Arbeitszeit des Verletzten: Stunde, Minute
- 44. Unfallstelle (genaue Orts- und Strassenangabe auch bei Wegeunfällen)
- 45. An welcher Maschine ereignete sich der Unfall (auch Hersteller, Typ, Baujahr angeben)
- 46. Welche technischen Schutzvorrichtungen oder Massnahmen waren getroffen
- 47. Welche persönliche Schutzausrüstung hat der Verletzte benutzt
- 48. Welche Massnahmen wurden getroffen um ähnliche Unfälle in Zukunft zu verhüten
- 49. Wer hat von dem Unfall zuerst Kenntniss genommen (Name und Anschrift) War diese Person Augenzeuge: Ja Nein
- 50. Ausführliche Schilderung des Unfalls:
Bei Verkehrsunfall auch Angaben der aufnehmenden Polizei- dienststelle: Arbeitsbereich, unfallauslösender Gegenstand, Bewegung des Gegenstandes, Tätigkeit des Verletzten, Bewegung des Verletzten
- 51. Hat der Unfall dem Verletzten materiellen Schaden verursacht.